



Comité local
Attac Paris 12e



LA LETTRE D'ATTAC PARIS 12e

Septembre 2020

Le gouvernement s'apprête à dévoiler un plan de relance de 100 milliards d'euros économiquement inefficace, socialement injuste et antiécologique. Ainsi, il se saisit de la crise pour amplifier sa politique néolibérale et productiviste.



Ce plan est inefficace, puisqu'il s'agit de poursuivre les mêmes recettes qu'avant, appliquées sans succès : une nouvelle baisse des charges des entreprises, soit 20 milliards d'euros d'impôts de production. Bien que présentée sous couvert du plan de relance, cette nouvelle baisse de l'imposition des entreprises, revendication permanente du patronat depuis des décennies, était déjà en gestation avant la crise.

Nous expliquons dans la [note***](#) à quel point les arguments la justifiant ne tiennent pas. Et si le gouvernement s'attaquait sincèrement à des impôts qui touchent la production et non le profit, alors il compenserait cette baisse par une hausse des impôts sur le profit. Ce qu'il ne fait pas. Au contraire, il confirme la baisse du taux nominal de l'impôt sur les sociétés à 25% en 2022.

Ce plan est injuste : en l'état, sans obligation de maintien des salaires et de l'emploi, sans obligation de reconversion écologique des investissements et sans relance d'une certaine demande afin de satisfaire les besoins sociaux, la baisse des prélèvements des entreprises viendra surtout nourrir les profits ; c'est une politique en faveur du capital. Le gouvernement répond ainsi, sous couvert de la crise, aux demandes réitérées du Medef, plutôt que de se préoccuper de la suppression des centaines de milliers d'emplois et de l'urgence écologique et sociale. La même orientation conduit à de nouvelles « simplifications », selon la novlangue néolibérale, ou prolongent celles édictées pendant le confinement, notamment pour autoriser les dérogations aux règles de reconduction des contrats à durée déterminée.

Cette baisse d'impôts privera un peu plus les pouvoirs publics, notamment les collectivités territoriales et/ou la sécurité sociale, de recettes publiques, pourtant essentielles pour développer les services publics, la protection sociale et la bifurcation écologique. On a pu constater ces derniers mois les besoins criants des hôpitaux publics, pour un service public de qualité aux personnes dépendantes et une protection sociale de qualité.

Un minimum de justice sociale et d'efficacité économique aurait voulu que soient rehaussés les minimas sociaux et le salaire minimum des personnes les plus précaires, touchées en premier lieu par la crise. Ou encore que soit baissé l'impôt le plus injuste, la TVA sur les produits de première nécessité, ainsi que l'a réalisé l'Allemagne. Surtout, il aurait fallu annoncer une révolution fiscale, tournée vers la justice sociale, à commencer par une imposition forte sur les revenus et les patrimoines des plus riches. Au contraire, ce sont des miettes qui sont laissées aux plus précaires : 1 milliard d'euros (hausse de l'allocation de rentrée et repas à 1 euro en restaurant universitaire, aide aux associations et à l'hébergement d'urgence)... soit 1% du budget du plan de relance !

Ce plan est antiécologique : il aurait surtout dû répondre aux urgences sociales et écologiques et consacrer les dizaines de milliards d'euros versés aux entreprises à une reconversion profonde de la production. Des désinvestissements massifs des activités les plus polluantes, dès les prochaines années, sont nécessaires pour espérer une planète vivable à la fin du siècle. Or, 400 millions d'euros seraient prévus pour développer le nucléaire, énergie polluante et dangereuse. Des centaines de milliers de nouveaux emplois, non délocalisables, sont pourtant nécessaires dans la transition écologique et les services non marchands. C'est bien dans ces secteurs qu'il faut mettre la priorité, tout en assurant aux salarié·e·s menacé·e·s par la crise actuelle un maintien de leurs revenus et un droit à l'emploi. Sur 100 milliards d'euros, seuls une dizaine de milliards viseraient directement et potentiellement ces besoins (dans la santé et la rénovation thermique des logements). Et alors que le gouvernement se targue de vouloir soutenir le transport ferroviaire, de nouvelles suppressions d'emplois sont prévues à la SNCF dans le fret ferroviaire. Autre secteur d'importance pour l'avenir de nos écosystèmes, l'agriculture ; en la matière, « la transition agricole » (dont il s'agira de vérifier l'orientation) n'est dotée que de 1,3 milliard d'euros, environ 4 % de l'effort budgétaire, la moitié des sommes consacrées au sauvetage de l'automobile et de l'aéronautique.

Bref, le monde d'après pour Emmanuel Macron et Jean Castex consiste à reproduire les vieilles formules ayant cours depuis 40 ans, en les teintant légèrement de vert, afin de satisfaire aux actionnaires des grandes entreprises et aux dirigeants du MEDEF. D'autres politiques sont possibles, en commençant par exemple par les mesures d'urgence proposées par le collectif « Plus Jamais Ça ».

C'est également le sens de nos propositions pour une relocalisation écologique et solidaire qui répondent à l'urgence sociale, démocratique et environnementale.

SAMEDI 12 SEPTEMBRE 2020
DE 10:00 À 18:00
Forum des associations du 12°



Venez visiter le stand d'Attac

Pour sa 18e édition, Images mouvementées,
festival de cinéma d'Attac,
« contre la violence des dominants ».



Des films et des débats contre les violences policières (dans les quartiers populaires, envers les manifestant·e·s ou en direction des migrant·e·s), contre les maltraitements gynécologiques et obstétricaux et contre la destruction de l'hôpital public.

❖ Du 15 septembre au 1er octobre
au Cinéma « Les 5 Caumartin »

REUNION MENSUELLE DU
COMITE ATTAC PARIS 12°
Jeudi 3 SEPTEMBRE 20H

Ordre du jour

1ere partie : Activité du comité

- La rentrée économique et sociale manif syndicale, collectif Poste
- Forum des associations
- Collectif "plus jamais ça" ou en est on ?
- 75° Anniversaire sécurité sociale
- 12° en lutte ?
- Collectif anim-action Paris12°

2ème partie : Débat

Sortie du « Manuel d'histoire du futur »
Présentation Par Nolwenn Neveu,
(une des coordinatrices du livre)



Attac est une association indépendante portée par ses adhérent·e·s et ses donateurs·trices (près de 90% de nos ressources proviennent des adhésions et des dons que nous recevons).

- Mouvement d'éducation populaire, l'association produit analyses et expertises, organise des conférences, des réunions publiques, participe à des manifestations et des mobilisations au niveau local, national et international.

- Attac mène des actions pour favoriser le développement d'alternatives et pour mettre sous contrôle citoyen les banques et multinationales prédatrices.

S'engager avec Attac, c'est rejoindre ses 10 000 membres, sa centaine de comités locaux et avoir la possibilité de contribuer aux milliers d'actions citoyennes menées chaque année partout en France.

Adhérez en ligne à Attac : Cliquez [ici](#)

NOUS JOINDRE

<http://local.attac.org/paris12/> -
<https://twitter.com/AttacParis12>
[@AttacParis12](https://www.facebook.com/AttacParis12/)
www.facebook.com/AttacParis12/

- Par mail : paris12@attac.org.
- Par correspondance -
Maison des associations du 12e,
181 Av Daumesnil 75012 Paris.

